

COMMISSION NATIONALE DE L'INFORMATIQUE

et des libertés

Mais que devient GAMIN ?

La Commission Nationale Informatique et Liberté (CNIL) avait, le 16 juin 1981, rendu un avis défavorable à la mise œuvre du système GAMIN en son état actuel et en sa finalité principale. Elle rendait, en revanche, un avis favorable « à la mise en œuvre du traitement dans ses applications statistiques et anonymes » et fixait un délai d'un an pour mettre en œuvre la délibération visée plus haut.

Ce délai expire ces jours-ci. Qu'est devenu GAMIN qui entre temps est devenu « traitement (informatique) des certificats de santé » ? Eh bien, le Ministère de la Santé, maître d'œuvre du système n'est pas encore prêt à présenter à la CNIL un autre projet. Il devra sans doute demander une prolongation du délai. Mais il se dépêche et au cours des mois de mai et juin 1982 a entrepris de consulter les divers partenaires intéressés : organisations de médecins, travailleurs sociaux, représentants des usagers, confédérations syndicales.

D'après nos renseignements, le nouveau système présenté aux différents

partenaires diffère assez de l'ancien. Le certificat de santé comprend toujours deux parties : l'une d'informations administratives, l'autre d'informations médicales venant renseigner deux fichiers distincts. Le fichier administratif contient l'identité de l'enfant, le fichier médical, les données médicales. Un lien entre les deux fichiers peut être créé au moyen d'une clef codée calculée à l'aide de paramètres connus du seul médecin départemental de la Protection Maternelle et Infantile (PMI). Cette clef permet de passer de la partie administrative à la partie médicale mais non l'inverse.

Les traitements automatisés sont effectués sur mini-ordinateurs implantés dans les services de PMI. Des statistiques remonteront au Ministère sous forme de listings dans un premier temps et peut-être sur support magnétique de faible capacité plus tard.

Le système ainsi envisagé n'apparaît pas aussi dangereux pour les libertés que ne l'était son prédécesseur. Quand on sait en plus que chaque service de PMI sera libre d'adopter un système automa-

tisé ou non, celui du Ministère ou un autre, de prendre le fichier administratif ou le fichier médical seulement ou encore les deux.

Cependant il s'agit de rester vigilants. Le Ministère interprète de façon restrictive l'avis de la CNIL du 16 juin 1981. Pour lui c'est simplement l'édition de « fichiers d'enfants prioritaires » qui a été condamnée par la Commission. Il a trouvé un système astucieux pour forcer les gens à bien envoyer les certificats de santé aux services de PMI. L'astuce consiste à faire expédier le certificat de santé complet (partie Caisse d'Allocation Familiale — CAF —, partie PMI) par le médecin traitant de l'assurée à la PMI à charge pour cette dernière de l'adresser ensuite à la CAF. Ainsi, si l'assurée veut toucher ses prestations, pas question pour elle de refuser d'envoyer le certificat de santé (moyen de lutte employé contre le premier GAMIN).

Comment en outre, ne pas s'inquiéter des propos qu'on recueille au Ministère sur la nécessité de ce système si on veut une « véritable politique de santé publique », sur la nécessité de choisir des populations cibles pour leur appliquer des politiques spécifiques de façon à utiliser au mieux des fonds publics qui seront toujours limités ?

P. B.

Le 15 juin 1982

Une enquête au-dessus de tout soupçon

(37) Y a-t-il la notion d'une enquête au-dessus de tout soupçon ?

(38) Y a-t-il la notion d'une enquête au-dessus de tout soupçon ?

ré à la dite commission avant sa mise en œuvre. Or la direction n'en avait rien fait sous prétexte que le questionnaire n'était pas nominatif, bien que comportant des numéros d'identification permettant de retrouver la personne.

Ce n'est malheureusement pas la première fois qu'une organisation utilise ce procédé qui consiste à camoufler le moyen d'identifier les personnes afin de faire passer les données pour anonymes, dans le but d'échapper à la loi Informatique, Fichiers et Libertés.

Bloquée par la CNIL

La CNIL a pourtant dû évaluer le truc puisqu'elle a décidé le 7 avril de faire droit à la plainte du personnel de la CRAMIF : elle exige de la direction qu'elle déclare son enquête et la suspende en attendant l'avis favorable, ou bien qu'elle détruise tous les questionnaires déjà reçus si elle y renonce.

Nous relevons au passage que sur les

deux termes de la plainte, à savoir : l'enquête n'a pas été déclarée et le questionnaire ne remplit pas les conditions imposées par la loi, la CNIL n'a retenu que le premier.

Dès le 8 avril, la Direction Nationale du Contrôle Médical décide le retrait du questionnaire tel qu'il est.

La morale de cette histoire

Cet exemple doit nous encourager à dénoncer toutes ces pratiques qui se parent des meilleures intentions pour calibrer, cataloguer, classer, classifier, évaluer, mesurer, ordonner, ranger, répartir, sérier, trier... tous ceux auxquels la loi offre le droit d'être secourus ou aidés parce que la justice ou la solidarité l'imposent.

Faites-nous connaître vos luttes, vos succès et vos échecs : diffuserons ces informations pour donner des idées et éclairer les démarches.

G. LAPLACE

La Caisse Régionale d'Assurance Maladie de l'Île de France a décidé de lancer, à partir du 1^{er} mars 1982, une enquête auprès de ses assurés susceptibles de bénéficier de l'assurance invalidité, afin, annonce-t-elle, de contribuer à une politique active de prévention contre l'invalidité.

Cette enquête traite les données recueillies par le questionnaire encadré ci-joint, que nous n'avons pas présenté dans notre rubrique « questionnaires inquisiteurs » parce qu'il est rempli non par les gens eux-mêmes mais par les médecins conseils et les assistantes sociales, sur les dires des intéressés. Le dépouillement doit être automatisé, la forme du questionnaire l'atteste.

Dénoncée par la CFDT

Le contenu des questions a inquiété les médecins-conseils et les travailleurs sociaux de la CFDT qui ont mis en cause la légalité de cette enquête lors d'une réunion du Comité d'entreprise de février. Les réponses de la direction de la Caisse ne les ayant pas satisfaits, ils ont demandé au personnel de refuser de remplir ce questionnaire et porté plainte auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), puisque ce traitement automatisé aurait dû être déclaré